général de 2^{ème} classe à la commune d'El Haouaria à compter du 2 janvier 1990.

Par décret n° 90-664 du 23 avril 1990 :

Monsieur Mohamed Neji Necib, administrateur, est chargé des fonctions de secrétaire général de 2^{ème} classe à la commune de Gremda à compter du 25 décembre 1989.

Par décret n° 90-665 du 23 avril 1990 :

Monsieur Godhbani Belgacem, professeur de l'enseignement secondaire général, est chargé des fonctions de secrétaire général de 2^{ème} classe à la commune de Morneg à compter du 1^{er} octobre 1989.

Par décret n° 90-666 du 23 avril 1990 :

Monsieur Ridha El Meksi, ingénieur principal, est chargé des fonctions de chef de service des ateliers généraux à la direction des affaires administratives et financières à la commune de Tunis.

Par décret n° 90-667 du 23 avril 1990 :

Melle Hager Cherif, ingénieur principal, est chargée des fonctions de chef de service de la formation continue et de recyclage à la direction des affaires administratives et financières à la commune de Tunis.

Par décret n° 90-668 du 23 avril 1990 :

Monsieur Lotfi Ben Amar, ingénieur des travaux, est chargé des fonctions de chef de service des travaux à la commune de Carthage.

Par décret n° 90-669 du 23 avril 1990 :

Monsieur Mohamed Moez Naija, ingénieur des travaux, est chargé des fonctions de chef de service technique à la sous-direction des services techniques à la commune de Sousse.

MINISTRE DE L'AGRICULTURE

ORGANISATION

Décret n° 90-670 du 25 avril 1990 complétant le décret n° 87-779 du 21 mai 1987 portant organisation du ministère de l'agriculture.

Le Président de la République ;

Vu le décret n° 86-1233 du 4 décembre 1986 fixant les attributions du ministère de l'agriculture ;

Vu le décret n° 87-779 du 21 mai 1987 portant organisation du ministère de l'agriculture et notamment son article 22 ;

Sur proposition du ministre de l'agriculture ;

Vu l'avis du ministre de l'économie et des finances ;

Vu l'avis du tribunal administratif.

Décète :

Article premier. — L'article 22 du décret n° 87-779 du 21 mai 1987 sus-visé est abrogé et remplacé ainsi qu'il suit :

Art. 22 (nouveau). — La direction générale des forêts est chargée notamment des attributions suivantes :

— assurer la gestion, la conservation et la protection du domaine forestier de l'Etat ainsi que des terrains soumis au régime forestier.

— élaborer et mettre en œuvre les plans d'aménagement des forêts.

— effectuer la programmation de l'exploitation des ressources forestières et en assurer le contrôle.

— contribuer à satisfaire les besoins du pays en plants forestiers, pastoraux et en produits ligneux.

— promouvoir les activités forestières et pastorales dans le secteur agricole.

— assurer la conception et la mise en œuvre des mesures visant la lutte contre la désertification.

— élaborer les études relatives à l'aménagement des parcours situés dans les terres collectives et domaniales et contribuer à leur mise en œuvre.

— programmer et contrôler les projets de création de réserves fourragères et d'amélioration pastorales.

— élaborer et mettre en œuvre des plans d'aménagement des nappes alfatières.

— élaborer et mettre en œuvre les mesures relatives à la conservation de la flore et de la faune sauvage et de la protection de la nature.

— contribuer à la promotion de l'exercice du tourisme de chasse.

— créer et aménager des parcs nationaux et des réserves naturelles dans des buts scientifique, éducatif, récréatif et touristique.

— contrôler l'application de la législation et de la réglementation relative à l'exercice des droits d'usage dans les forêts de l'Etat.

— veiller à l'application de la législation relative aux forêts appartenant à des particuliers.

En outre et pour l'exploitation des produits forestiers conformément au code forestier, la direction générale des forêts s'appuie sur la régie d'exploitation forestière créée par l'article 24 de la loi n° 72-87 du 31 décembre 1972 portant loi de finances pour la gestion 1973 et organisée par le décret n° 85-1249 du 7 octobre 1985.

A cet effet, la direction générale des forêts comprend 2 directions et une inspection des forêts.

1) La direction de la conservation des forêts :

Elle est chargée de :

— l'application de la réglementation en matière des forêts

— la surveillance des forêts et de leur protection contre les incendies et maladies

— l'organisation et du contrôle de l'exercice de la chasse

— la conservation et de la régénération de la faune et de la flore sauvages dans leurs biotopes

— la gestion des parcs et des réserves naturelles.

Elle comprend 2 sous-directions :

a) Sous-direction de la protection des forêts avec 2 services :

— service de la réglementation forestière

— service de la protection des forêts.

b) Sous-direction de la chasse et des parcs nationaux avec 2 services :

— service de la chasse

— service des parcs nationaux.

2) La direction du développement sylvo-pastoral :

Elle est chargée notamment de :

— définir et arrêter les options du développement du secteur sylvo-pastoral

— élaborer les études d'aménagement et de régleme nt d'exploitation des forêts naturelles, artificielles et des terrains de parcours domaniaux et collectifs et assurer le contrôle et le suivi de leur réalisation

— élaborer l'inventaire des ressources forestières et pastorales

— promouvoir les actions de reboisement

— créer des réserves pastorales pour la sauvegarde du cheptel

— gérer les parcours et les nappes alfatières

— mettre en œuvre la politique de lutte contre l'ensablement et la désertification.

Elle comprend 2 sous-directions :

a) Sous-direction des aménagements avec 3 services :

— service de l'inventaire des ressources forestières et pastorales

— service de l'économie forestière

— service des études et du suivi des aménagements.

b) Sous-direction du développement avec 3 services :

— service des reboisements

— service des parcours

— service de la lutte contre la désertification.

3) L'inspection des forêts :

L'inspection des forêts est chargée de :

— procéder à toute mission de contrôle de l'application des dispositions du code des forêts.

— contrôler l'aliénation des produits forestiers dans les forêts de l'Etat ainsi que la bonne exécution des autorisations délivrées aux citoyens.

— instruire les doléances et plaintes des particuliers.

— rechercher et mettre en œuvre les moyens susceptibles d'améliorer l'organisation et le fonctionnement des différents services en vue d'accroître l'efficacité et l'efficacit é.

A cet effet, l'inspection des forêts est habilitée à procéder à toutes investigations et enquêtes, à relever toutes défaillances et anomalies dans la marche des services forestiers ou dans la gestion du patrimoine forestier.

En application des missions qui lui sont confiées, l'inspection des forêts est habilitée à requérir la communication immédiate de toute information ou la production de tout document qu'elle estime utile pour l'accomplissement de sa mission.

L'inspecteur des forêts a rang et prérogatives de directeur d'administration centrale et il est assisté d'un sous-directeur et d'un chef de service.

Art. 2. — Les ministres de l'économie et des finances et de l'agriculture sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret qui sera publié au *Journal officiel de la République tunisienne*.

Tunis, le 25 avril 1990.

ZINE EL ABIDINE BEN ALI

CEREALES

Décret n° 90-671 du 25 avril 1990 fixant le prix et les modalités de paiement, de stockage et de rétrocession des céréales pour la campagne 1989-1990.

Le Président de la République;

Vu le décret du 28 juin 1945, portant modification et codification des textes relatifs à la caisse de compensation, modifié et complété par le décret du 26 juin 1947 et notamment son article 8;

Vu le décret du 31 mai 1956 relatif aux mesures propres à assurer l'équilibre financier du chemin de fer, transports des céréales et des produits de minoterie modifié par la loi n° 84-54 du 23 juin 1981;

Vu le décret-loi n° 62-10 du 3 avril 1962, portant création d'un office des céréales, légumineuses alimentaires et autres produits agricoles modifié et complété par le décret-loi n° 70-7 du 26 septembre 1970 respectivement ratifié par les lois n° 62-18 du 24 mai 1962 et n° 70-47 du 20 novembre 1970 tel que modifié par la loi n° 86-67 du 16 juillet 1986;

Vu la loi n° 70-26 du 19 mai 1970, relative aux modalités de fixation des prix et à la répression des infractions en matière économique;

Vu la loi n° 86-106 du 31 décembre 1986 portant loi des finances pour la gestion 1987 et notamment son article 17 supprimant les impôts sur les céréales;

Vu le décret n° 79-289 du 2 avril 1979, fixant le prix, les modalités de paiement, de stockage et de rétrocession des céréales pour la campagne 1978-79;

Vu le décret n° 84-785 du 10 juillet 1984, modifiant le décret n° 83-1075 du 17 novembre 1983, fixant le prix et les modalités de paiement, de stockage et de rétrocession des céréales pour la campagne 1983-84;

Vu le décret n° 88-707 du 28 mars 1988, fixant le prix et les modalités de paiement, de stockage et de rétrocession des céréales pour la campagne 1987-1988;

Vu l'arrêté du 17 juillet 1952, relatif aux modalités de paiement des frais de transports de céréales de la récolte 1952, modifié par les arrêtés du 12 juillet 1956 et du 6 juillet 1961;

Vu l'arrêté du 25 mai 1955 relatif à la livraison et à la circulation des céréales en Tunisie, modifié par les arrêtés du 12 août 1959 et du 6 juillet 1961;

Vu l'avis des ministres de l'économie et des finances et de l'agriculture;

Vu l'avis du tribunal administratif;

Décète :

TITRE PREMIER PRIX A LA PRODUCTION

A) Blé dur :

Article premier. — Le prix de base à la production du quintal de blé dur, sain, loyal et marchand de la récolte 1989 est fixé à 21d.000.

Ce prix s'entend pour un blé de poids spécifique compris entre 76kg,500 et 77kg,499 rendu sur wagon-gare ou magasin de l'organisme stockeur dans la localité la plus proche du lieu de production ou par parité de ces conditions.

Le poids spécifique sera déterminé à l'aide de la trémie conique de 50 litres.

Art. 2. — Les bonifications et réfections à apporter au prix de base sont calculées selon le barème ci-après, la valeur de l'unité étant fixée à 21 millimes.

1) Bonifications

A) Pour poids spécifique :

Pour chaque tranche ou fraction de tranche de 250 grammes :

— de 77,5 à 81,999 : bonification de 3,3 unités

— de 82 à 82,999 : bonification de 1,8 unité

— de 83 à 83,999 : bonification de 1 unité.

B) Pour faible proportion de mitadin :

Blé dont l'indice NOTTIN, comprenant le blé tendre compté comme mitadin 100 pour 100, tant qu'il ne dépasse pas la proportion maximum du 2,5% se situe entre :

— 12 et 11,01 : bonification de 1,3 unité

— 11 et 10,01 : bonification de 2,6 unités

— 10 et 9,01 : bonification de 3,9 unités

— 9 et au-dessous : bonification de 5,2 unités.

C) Pour faible proportion d'impuretés :

— de 1,25 à 1,01% d'impureté : bonification de 2,5 unités

— de 1 à 0,76% d'impureté : bonification de 5 unités

— 0,75 à 0,51% d'impureté : bonification de 7,5 unités

— à partir de 0,5% et au-dessous : bonification de 14 unités.

2) Réfections

Il est procédé aux réfections suivantes sur le prix de base du quintal